

Il existe cependant des problèmes. C'est dans la mesure où ils sont communs à la CEE et au Canada que nous pourrions nous aider à trouver des solutions mutuellement avantageuses. C'est la base même de rapports d'association et c'est maintenant le moment de tenter l'effort nécessaire.

Ces dernières années, nous avons fait de grands efforts pour développer des relations économiques plus étroites dans le domaine des produits de technique avancée. Nous avons envoyé des missions technologiques et des missions commerciales en Europe. Nous avons obtenu quelques bons résultats, mais je crois que nous allons maintenant en obtenir de meilleurs. J'ignore si les Européens ont eu dans le passé la volonté politique de faire l'effort nécessaire. Ils peuvent avoir éprouvé des doutes sur la mesure d'indépendance véritable des intérêts canadiens et sur notre désir de collaborer dans l'avenir. Je doute que jusqu'à ces derniers temps nous ayons exprimé ce désir assez clairement aux Européens pour les détourner de leur souci de consolidation intérieure. M. Pepin et moi-même avons souligné cette intention lors de nos visites dans les capitales d'Europe au cours des dix-huit derniers mois.

Il va sans dire que nous leur signalerons la question de nos intérêts en matière d'exportation, intérêts qui ont souffert de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE: plus de 40% de nos exportations de 1971 vers le Royaume-Uni, qui s'élèvent à plus d'un milliard trois cents millions de dollars, pourraient se heurter à des difficultés d'accès. Il y a encore d'autres questions. Je ne vais pas les exposer maintenant puisque vous les connaissez, mais je puis vous assurer qu'elles seront défendues. Il appartenait à la Grande-Bretagne de décider de son adhésion à la CEE. Bien que nous souhaitions le succès de la CEE, les parties à l'élargissement doivent reconnaître que la charge de l'adaptation réservée au Canada est plus lourde que celle que doit assumer n'importe quel autre pays extérieur à la CEE élargie. Si les politiques de la CEE prenaient un tournant protectionniste, notre commerce pourrait en souffrir sérieusement. Nous avons donc été heureux de noter la récente déclaration d'intention rendue publique par les États-Unis et la CEE, qui s'y engagent à entamer de vastes négociations commerciales multilatérales d'ici environ un an. Si un nouvel équilibre se révèle nécessaire, nous désirons qu'il se situe à un plus haut niveau d'échanges, non à un niveau inférieur.

Nous comptons donc discuter avec les Européens non seulement la protection de nos intérêts actuels, mais également notre collaboration avec eux pour l'avancement de nos intérêts communs. De part et d'autre, nous tirerons parti des politiques d'ouverture sur l'extérieur et des tendances à la libéralisation du commerce mondial, car nos parts respectives en ce